demande maintenant non-seulement la reconnaissance de ses droits sur le territoire contesté, mais aussi la cession d'une partie du Pérou, le paiement d'une forte indemnité de guerre, plus l'occupation de diverses provinces et l'exploitation des dépôts de guano, jusqu'à l'accomplissement complet des conditions du traité. On considère ces demandes comme exorbitantes; le Pérou, privé de ses dépôts de guano et déjà considérablement endetté, ne pourra satisfaire à des clauses si exigeantes. La France, l'Italie et l'Angleterre vont intervenir comme médiatrices. Les Etats-Unis en prendront-ils ombrage ?

* * *

La Chambre des Communes en Angleterre a été pendant ce mois le théâtre des plus violentes scènes dont la longue histoire parlementaire de ce pays ait offert l'exemple. Le parlement s'est réuni au commencement de janvier dernier afin de considérer des mesures rendues urgentes par l'agitation des esprits en Irlande. Or, c'est à peine si, après deux mois de session, la première de ces mesures—le *bill* de coercition—a pu être adoptée. Les députés irlandais, Parnell en tête, ont organisé un système d'obstruction dont l'efficacité n'a pu être détruite par les moyens constitutionnels ordinaires. Pendant quarante-deux heures, les *home rulers*, par des discours et des motions d'ajournement, tinrent les députés à leurs sièges, et nul sait quelle aurait été la durée de cette séance phénoménale si le "speaker" n'y avait arbitrairement mis fin.

C'était le 2 février; le surlendemain, les scènes furent encore plus extraordinaires. Trente-cinq députés irlandais furent tour-à-tour expulsés par le sergent d'armes de l'enceinte législative. Ils avaient tous commis la même offense, celle de demander des explications relativement à l'arrestation d'un condamné politique en congé, Michael Davitt. Enfin, après plusieurs séances orageuses, une loi pourvoyant à la clôture des débats put être adoptée. L'obstruction n'est désormais plus possible. Mais les agitateurs n'ont pas déposé les armes. Parnell est à Paris, et il cherche à émouvoir l'Europe en faveur de l'Irlande.